

Sommaire de Vigilances n°104



Club des Vigilants

POUR APPRIVOISER L'AVENIR



Edito : Pape François dans le concert du monde
Un pape plus œcuménique ? par Marc Ullmann

page 1

Alertes-Monde

Boston, ou le « crowdsourcing » contre le terrorisme

page 2

Attention tout le monde est filmé, par Thomas Laborey

Etats-Unis/Israël/Iran : trois faits, une hypothèse

page 2

Et si Obama devenait pour l'Iran ce que fut Nixon pour la Chine ? Par correspondant

Chine : despotisme éclairé (deuxième phase)

page 3

Corruption et pollution en ligne de mire, par M. U.

Alertes-Europe

Fragilités européennes

page 4

La tentation du « tous pourris », par M. U.

Europe : la France se sent au Sud ... et l'Allemagne au Centre

page 4

C'est bien dommage pour le « couple » franco-allemand, par M. U.

Anecdotes italo-européennes

page 5

A quoi servent les taxes payées par les Italiens ? Par Jean-Luc Heinrich

Alertes-France

L'avenir de l'industrie en France avec René Ricol

page 6

Le programme de René Ricol, ministre virtuel, par Jean-Claude Hazera

Pour innover, il faut des innovateurs

page 7

Pour une meilleure gestion de la propriété intellectuelle, par J-C. H.

Après Cahuzac, comment moraliser ?

page 7

Une augmentation de capital payante, par Bernard Bougel

L'avenir en numérique : des nouveaux esclaves à notre service

page 8

Ce qui nous attend avec l'internet des « objets », par Christian Dondrille

Débats

Attaquer le cancer des paradis fiscaux

page 10

En créant un label SPF, par Gérard Philippot

L'Afrique, un continent en devenir ?

page 11

En finir avec les clichés, par J-L. H

Respectons les lois de la nature

page 12

A quoi sert l'heure d'été ? Par Michel Chevet

Les jeunes apprennent aux vieux, leçon n°2

page 13

A quoi sert la vidéo ?

Entendu au Club

Du printemps arabe à « l'hiver islamiste » avec Alain Chouet

pages 14/15

Compte rendu par Meriem Sidhoum Delahaye

La vie du Club

Compte rendu de l'Assemblée générale

pages 16/17

Rapports Moral et Financier

pages 18/22

Quelques lignes directrices du Comité d'orientation

pages 23/24

A noter dans vos agendas

page 25

Vigilances N°104

La lettre du



Club des Vigilants

POUR APPRIVOISER L'AVENIR



Avril 2013

Pape François dans le concert du monde

Un renouveau est nécessaire. Chacun le sait ou, plutôt, le sent. C'est une des raisons pour lesquelles la venue du Pape François a éveillé tant d'échos. Chez les catholiques bien sûr mais aussi sur tous ceux pour qui le cumul des menaces n'est pas soluble dans la seule technique. De nombreux membres du **Club**, quelle que soit leur croyance, sont de ceux là. Je me souviens, par exemple, qu'au printemps 2009, certains d'entre nous se sont demandé par quels moyens pourrait se construire un nouveau paradigme. Ci-dessous, l'essentiel d'une note que j'ai écrite à cette époque pour exprimer les positions de Bernard Esambert, Jacques Blamont, Alain de Vulpian et moi.

« **Bernard Esambert** note que « *la planète a pris la route des choses, oubliant celles de l'esprit* ». Il pense que les autorités morales (y compris mais pas seulement religieuses) devraient se réunir en « cénacle » pour élaborer un « code éthique ». Il ne précise pas qui devrait prendre l'initiative ou comment pourrait s'enclencher le processus¹.

Jacques Blamont estime que seule l'église catholique dispose des moyens nécessaires : ses ramifications sont universelles ; sa logistique est puissante ; son chef pourrait convoquer un concile qui, pour une fois, serait œcuménique. Dans cet esprit, Jacques Blamont a écrit la majeure partie d'un livre qui sera bientôt publié² et a entrepris des premières démarches auprès du Vatican.

Alain de Vulpian pense que de nouvelles valeurs et une nouvelle morale sont déjà en construction et se propagent via d'innombrables réseaux. « *La révolution des esprits et le changement de paradigme sont en cours. Le problème ne me paraît pas de les inventer mais de les renforcer ... afin de gagner la course qui s'installe entre les menaces et nos capacités de réponse* ». Dans ce contexte, il compte davantage sur Internet que sur Benoît XVI.

Marc Ullmann croit que ces approches ne sont pas opposées mais complémentaires. L'intelligence collective peut percer les murs d'un concile et un concile, s'il est ouvert sur le monde, peut stimuler l'intelligence collective. Reste à savoir si « hic et nunc » l'Eglise est apte à jouer un rôle de catalyseur » et à s'en contenter. L'image du pape actuel ne plaide pas en ce sens ».

C'était en 2009. Aujourd'hui, c'est différent. Pape François veut simultanément propager sa Foi et respecter la conscience de chacun. Il est conscient des menaces qui pèsent sur le monde et a pris soin de les énumérer dans sa bénédiction « urbi et orbi » du dimanche de Pâques. Il a cité, notamment, « *l'avidité de ceux qui cherchent des gains faciles, la traite de personnes, cet esclavage si répandu en ce XXIe siècle, la violence liée aux trafics de drogue et l'exploitation inéquitable des ressources naturelles* ». Il a aussi parlé expressément des conflits et insisté sur le mot « paix » qu'il a prononcé cinq fois. **Sa propension à faire sortir l'Eglise de ses débats intérieurs et à la projeter vers l'extérieur** semble indiquer qu'il est prêt à prendre l'initiative.

Il est trop tôt pour dire si, comme l'espère Blamont, une telle initiative pourrait servir de rampe de lancement à un nouveau paradigme ou si, comme le pense Vulpian, il pourrait être un des vecteurs d'un processus plus général. Une chose, en tout cas, paraît certaine : les oreilles du monde sont ouvertes.

Marc Ullmann

¹ L'Institut de France et l'Unesco semblent maintenant prêts à s'associer à une éventuelle initiative sur ce sujet qui importe beaucoup au Club et sur lequel Bernard Esambert revient dans la première vidéo "3' de vigilance" que vous trouverez bientôt sur le site du Club et qui est déjà sur YouTube.

² « **Lève-toi et marche** » en collaboration avec le Père Jacques Arnould aux Editions Odile Jacob a été publié à l'automne 2009.

Alertes-Monde



Boston, ou le « crowdsourcing » contre le terrorisme



Les attentats de Boston ont profondément meurtri la population de la ville. Elle s'est sentie victime d'une agression aveugle sans provocation, dans un moment qui se voulait festif. La mentalité d'état de guerre endémique aux Etats-Unis depuis le 11 septembre, la présence lors du marathon de vétérans habitués aux scènes de guerre et le soutien médical naturellement présent lors d'un événement sportif ont permis un triage des blessés d'une efficacité exemplaire, auquel on doit sans doute le faible nombre de morts du fait de l'immédiateté de soins adaptés.

Reste que les bombes artisanales ont tué et mutilé un public familial. **De nombreux citoyens ont donc tenu à publier et comparer, via les médias sociaux, leurs témoignages pris sur le vif depuis des terminaux mobiles.** Les forces de l'ordre ont saisi la balle au bond et incité à ce partage massif, qui a permis au centre d'information et de commandement en charge de l'enquête d'identifier et de recouper des signaux faibles quant à l'identité des poseurs de bombes, le risque que des engins non explosés subsistent, etc. Paradoxalement, bien que la scène du crime soit l'une des plus complexes de l'histoire du fait de la panique, des sacs abandonnés dans la fuite (comment savoir s'ils ne sont pas piégés ?) ... l'affaire a été résolue avec une promptitude rare.

On peut se réjouir de ce mouvement citoyen spontané de mobilisation contre les fauteurs de violence... et s'inquiéter de ce monde où chacun surveille tout le monde, comme dans le sinistre "village" de la visionnaire série "le Prisonnier" dans les années 60.

Thomas Laborey

Etats-Unis/Israël/Iran : trois faits, une hypothèse

Des avions ravitailleurs en vol vont être livrés par les Etats-Unis à Israël. Netanyahu a promis de ne pas s'en servir en 2013 pour attaquer l'Iran. Les élections présidentielles iraniennes auront lieu en juin 2013. De ces trois faits, on peut déduire que d'intenses négociations auront lieu au cours du deuxième semestre 2013. Les Etats-Unis y joueront un rôle majeur. D'abord parce qu'ils auront pris la responsabilité de rendre plus crédible une éventuelle attaque israélienne. Ensuite, parce que **l'opinion publique iranienne – elle existe ! – rêve d'une réconciliation avec les Etats-Unis** encore considérés comme le leader de l'Occident tout entier.

Si une telle réconciliation avait lieu, et si **Obama devenait pour l'Iran ce que Nixon a été pour la Chine**, les hommes d'affaire américains afflueraient à Téhéran, ils seraient reçus avec des fleurs et rafleraient tous les contrats que les Européens convoitent.

Conclusion : l'Europe, qui est beaucoup plus près des terres d'Islam que ne le sont les Etats-Unis, n'a pas intérêt à attendre sans rien tenter.

Correspondant

Chine : despotisme éclairé (deuxième phase)



Xi Jinping (à gauche) et **Li Keqiang** (à droite)

« Mourir de faim au milieu d'une belle nature c'est mal. Manger à sa faim au milieu d'une nature polluée, ce n'est pas bien ». Ainsi a parlé Li Keqiang lors de sa première intervention publique après son accession au poste de Premier ministre. Auparavant, Xi Jinping, le nouveau Président, avait mis l'accent sur **la lutte contre la corruption** : « nous ne chasserons pas seulement les mouches, nous nous en prendrons aussi aux Tigres » a-t-il promis.

Pollution, corruption, ces fléaux ont déjà fait l'objet de nombreux discours mais l'affichage de leur priorité marque un tournant dans la politique de modernisation lancée par Deng Xiaoping en 1978 et suivie, depuis lors par tous ses successeurs. Pour assurer le décollage économique et faire de la Chine l'atelier du monde, il fallait accumuler du capital en pressurant la main d'œuvre et ne pas reculer devant des dégâts environnementaux. Il fallait aussi accepter que se creusent des inégalités. « Etre riche c'est glorieux » était, curieusement, devenu une maxime communiste.

Les résultats ont été éblouissants mais le modèle, axé sur l'exportation, commence à s'essouffler. De plus, les Chinois se mettent à contester. Les « incidents de masse » (chez nous on appellerait ça des révoltes) se multiplient. **Des cadres du parti, surtout locaux, sont de plus en plus critiqués et parfois malmenés. Tout se passe comme si le régime entrait dans une zone de turbulence.** Certains en déduisent, notamment en Occident, qu'une transition vers plus de démocratie est inévitable et que celle-ci ne saurait s'accomplir sans douleur.

Est-ce à dire que les révolutionnaires d'antan vont eux-mêmes être victimes d'une révolution et qu'un « printemps chinois » va les empêcher de mener à bien des réformes suffisantes pour sauver ce qu'ils considèrent être l'essentiel ? C'est loin d'être sûr.

La démocratie à l'occidentale n'est pas, à proprement parler, un rêve chinois et nul ne peut contester que d'immenses progrès ont été accomplis en une génération. D'où la question : comment organiser une participation citoyenne sans avoir à recourir à des élections pluralistes ? Li Keqiang, le nouveau Premier ministre, a déclaré qu'il était prêt à « *accepter la supervision de l'ensemble de la société et des médias* ». En clair, cela signifie qu'Internet pourra sans contraintes exprimer les mécontentements populaires et que les dirigeants s'efforceront d'y remédier. « *Nous allons faire des aspirations du peuple à une vie meilleure notre mission sacrée* » a-t-il précisé. C'est la deuxième phase d'un despotisme qui, pour survivre, devra être de plus en plus éclairé.

M. U.

Alertes-Europe



Fragilités européennes

En France et dans plusieurs autres pays européens, les citoyens « d'en bas » font de moins en moins confiance à ceux « d'en haut » tandis que les « élites », prétendument responsables, se mettent à douter. Le cocktail peut devenir explosif. **Dans une atmosphère empoisonnée par le chômage**, deux facteurs toxiques ajoutent à la confusion et semblent susceptibles de provoquer l'étincelle.

Le premier facteur aggravant est interne à chaque pays. Après avoir frappé la Grèce, l'Italie et quelques autres, il vient d'atteindre la France d'autant plus brutalement que « l'affaire Cahuzac » s'est déroulée de façon spectaculaire. **La caricature du « tous pourris ! », tel qu'on l'a connue dans les années 1930, sort de son relatif oubli.** Du même coup revient le refus des nuances, le rejet de toute complexité, le besoin d'un tribun exprimant des idées simples. Comme pendant l'émergence du fascisme. Le pire serait que, dans un tel contexte, les débats sérieux soient escamotés et que les « yaka » ne trouvent en face d'eux que des « bof » impuissants et d'avance résignés. La France, heureusement, est un peu protégée par des institutions qui confèrent au Président une position spéciale. Qu'on soit de droite ou de gauche, qu'on aime ou qu'on n'aime pas François Hollande, il serait dommageable de l'affaiblir.

Le deuxième facteur aggravant peut nuire à l'efficacité de toute tentative d'apaisement qui se limiterait au seul problème de la corruption. En surplomb vient l'Europe et l'avenir de la monnaie unique. **Une majorité d'experts considèrent que l'euro est irréversible et que tout pays qui voudrait en sortir connaîtrait des dommages colossaux.** La « vox populi » entonne un autre couplet selon lequel ce serait le maintien de l'euro qui causerait des ravages colossaux. Quand un expert cite Schumpeter et sa « destruction créatrice », le commun des mortels peut répondre qu'il voit la destruction chez lui mais constate que la création est ailleurs. D'où un dialogue qui peut tourner à l'invective et le risque d'un climat social passant de l'indignation à la révolte. Mieux vaudrait, dans de telles conditions, que les enjeux soient clairement évoqués avec les avantages et les inconvénients de différents scénarios clairement identifiés. Peut-être le Club peut-il y contribuer.

Marc Ullmann

Europe : la France se sent au Sud ... et l'Allemagne au Centre

Le Mécanisme Européen de Stabilité (MES) a été créé pour voler au secours des pays de la Zone Euro menacés de faillite. **L'Allemagne y contribue à hauteur de 190 milliards et la France de 142, ce qui correspond à peu près à l'écart des populations** (82 millions pour l'Allemagne et 65 pour la France). On pourrait croire que, face à ce fardeau, Français et Allemands réagissent de la même manière. Pas du tout !

Les Allemands râlent comme s'ils étaient les seuls contributeurs. Les Français ne s'en soucient pas, comme si le problème leur était étranger ou comme si, au fond d'eux-mêmes, ils se sentaient déjà dans le camp des secourus plutôt que des secouristes. Comme s'ils se sentaient plus près du Sud que du Nord. Les Allemands ne comprennent pas ou, plutôt, craignent de trop bien comprendre : ils ont peur d'être les dindons de la farce. C'est de mauvaise augure pour le « couple » franco-allemand.

M. U.

Anecdotes italo-européennes

Après l'échec de Bersani, **Enrico Letta** (photo) chargé, par le président de la République, Giorgio Napolitano, de constituer un gouvernement d'union nationale, alliant le centre-gauche, le centre-droit et le centre a réussi son pari. Il présentera, lundi 28 avril après-midi, un discours très attendu des partenaires européens de l'Italie et des marchés, inquiets de voir la troisième économie européenne s'enfoncer dans la récession. **Infléchira-t-il la politique menée jusqu'ici par Mario Monti** dont un aspect est décrit ci-dessous ?



Le marché des voitures de luxe d'occasion de type Porsche ou autres est florissant en Italie en ce moment. Cela fait suite à la grave crise que traverse le pays mais ce n'est pas une question de moyens financiers. **Ce n'est pas non plus dû à la mise en place d'une taxation qui peut sembler prohibitive.** Non, là n'est pas la vraie raison. On peut en effet supposer que les heureux propriétaires de ce genre de voiture ont les moyens de payer le véhicule et même la lourde taxe. Alors ?

La raison est toute simple. **Faisant la chasse aux fraudeurs, police, gendarmerie et brigade financière arrêtent depuis systématiquement ce type de véhicule pour vérifier l'acquittement de ladite taxe.** Ce qui veut dire que les conducteurs doivent posséder dans leur voiture tous les documents nécessaires pour prouver leur bonne foi.

Agissant au « faciès » automobile, la marée chaussée traque donc sans relâche le contrevenant de la haute. L'amende est à la hauteur des chevaux vapeur.

Résultat : que ce soit pour éviter les arrestations impromptues incessantes ou les amendes, ces voitures restent au garage ou sont vendues. Avis aux amateurs, les prix sont en baisse !

Côté mer adriatique, les ports de plaisance italiens se vident, principalement cette fois en raison de la cherté de la taxe qui pèse sur tous les types de bateau. Les italiens joueurs ont trouvé la parade, ils amarrent désormais leur bateau en Croatie où les ports sont à présent bondés. Mais gare ... la brigade financière qui a visiblement des moyens financiers s'est à présent équipée de vedettes et vous arraisonne dès que vous approchez des eaux territoriales. Gare aux imprudents, l'amende est salée !

Un chauffeur de taxi m'emmenant à l'aéroport de Venise, m'a montré tout un ensemble de sites industriels fermés et cela sur des kilomètres, de la chimie, de la métallurgie, de la construction navale et j'en passe.

Pour vous donner une idée de l'état d'esprit actuel des Italiens, un de mes collègues de Milan m'a dit clairement que s'il le pouvait il ferait revenir Robespierre ! **Car si payer des taxes lui semble naturel et normal, il ne supporte plus de ne pas savoir à quoi elles servent** et de payer pour rien.

Jean-Luc Heinrich

Alertes-France



L'avenir de l'industrie en France : le programme de René Ricol, ministre virtuel

Ex Médiateur du crédit, ex Commissaire général à l'investissement industriel, toujours très présent dans les allées du pouvoir, **René Ricol estime avoir eu plus d'impact sur la défense de l'emploi** ou l'avenir de l'industrie que les ministres de l'industrie en titre. **C'était lui et c'est maintenant son successeur à la tête du Commissariat, Louis Gallois, qui ont l'argent à distribuer.** Ils ont aussi la continuité. René Ricol souligne en effet que Louis Gallois a conservé son équipe, que les deux hommes se parlent régulièrement et pensent du bien l'un de l'autre (un carton vert pour le sens de la continuité et du long terme ?)

Il était l'invité mardi 23 avril du club des vigilants dont un des thèmes de travail porte sur l'avenir de l'industrie en France.

Le gros de son message portait sur **la nécessité de s'appuyer sur le seul point fort réel dont dispose à son avis la France**, « puissance moyenne » : **ses grands groupes**, le CAC 40 pour faire simple. Difficile de ne pas faire le rapprochement avec le titre de une des Echos de la veille : « Hollande et les patrons : les raisons d'un divorce », le sujet portant sur les dirigeants de grandes entreprises. De grandes manœuvres sont manifestement en cours pour tenter de renouer et de « jouer solidaire » (Ricol évite soigneusement l'expression « patriotisme économique » qu'il laisse à d'autres).

Ces grands groupes, qui, faute de « deal » satisfaisant avec le pouvoir, continueront à s'intéresser essentiellement à ce qui se passe ailleurs qu'en France, ont vocation à entraîner des filières. **Le fait que beaucoup de patrons en France viennent de la fonction publique peut être un atout à ses yeux car « ils n'oublient pas qu'ils sont porteurs de l'intérêt général ».**

Mais les cultures sont complètement différentes selon les secteurs, estime-t-il. **La culture de filière n'existe que dans un seul secteur, l'aérospatial.** L'automobile est « un enfer » et, dans des secteurs comme la pharmacie, les grands groupes jouent volontiers **à geler les innovations**, raison pour laquelle le commissariat à l'investissement a créé un fonds particulier pour pouvoir financer directement chercheurs et innovations.

Au-delà de cette nécessaire solidarité de filière, sur la question des PME et de ces fameuses ETI (Entreprises de Taille Intermédiaire) que la France envie à l'Allemagne, son diagnostic est simple : **il s'agit moins de faire grandir des PME que de les faire fusionner, notamment à l'occasion de transmissions d'entreprises par des patrons qui atteignent l'âge de la retraite.** Un exemple, l'industrie nautique, secteur dans lequel la France a dix leaders mondiaux mais qui risque de tout perdre parce que la filière ne s'organise pas et ne se concentre pas. **L'ancien président de l'ordre des experts comptables souligne sur ce point l'importance de la fiscalité et notamment d'un point précis** : la fiscalité des murs et terrains de l'entreprise qui devrait être neutre, que ceux-ci soient dedans ou au-dehors de l'entreprise (SCPI immobilière) pour éviter que cette question ne bloque fusions ou cessions.

Et l'argent dans tout ça ? C'est ce qui manque le moins, estime René Ricol. **BPI, fonds ISF et autres fonds LBO cherchent désespérément des dossiers sur lesquels investir.**

Jean-Claude Hazera

Pour innover il faut des innovateurs

La compétitivité hors coûts de la France et de son industrie en particulier s'est dégradée ou en tout cas n'est plus parmi les meilleures, ce qui nous condamne (provisoirement ?) à choisir entre des remèdes douloureux pour améliorer notre compétitivité coûts : baisse des charges, baisse des salaires, augmentation du temps de travail.

L'innovation, clé de la compétitivité hors coût fait l'objet d'un rapport remis au gouvernement par Jean-Luc Beylat, président de Alcatel-Bell Labs France et Pierre Tambourin, président de Génopole à Evry (consultable sur : http://www.redressement-productif.gouv.fr/files/rapport_beylat-tambourin.pdf.)

Ils soulignent que pour faire de l'innovation il faut des innovateurs qui aient un tempérament d'entrepreneur. Ils recommandent notamment :

- une politique beaucoup plus active d'immigration et **d'attractivité de talents de haut niveau**. 52% des start-ups de la Silicon Valley auraient été créées par des migrants. Les Britanniques en sont à faire du démarchage personnalisé de talents (en France notamment) alors que les dispositifs français (procédure compétences et talents) restent marginaux (400 cartes par an)

- une place pour l'innovation et l'entrepreneuriat dans **l'enseignement** (valorisation de la créativité) mais aussi - pourquoi pas - à la **télévision**. Ils citent l'émission « Dragon's Den » de la BBC qui met en scène capitaux-risqueurs et créateurs d'entreprises comme nos chefs cuisiniers et candidats restaurateurs le sont sur les chaînes françaises.

Le rapport constate par ailleurs que les dépenses de la France en **R et D** ainsi que la panoplie des aides publiques à l'innovation n'ont rien de ridicule. C'est l'efficacité qui pêche, pas les moyens. Le rapport comporte de multiples propositions de meilleure organisation parmi lesquelles nous en avons retenu une.

Elle touche aux questions de **propriété intellectuelle** dont se préoccupe également le groupe industrie des Vigilants et concerne évidemment les recherches qui aboutissent à une exploitation possible : quand plusieurs laboratoires publics ou publics et privés sont impliqués la **gestion de la multipropriété intellectuelle** « se caractérise par une dépense d'énergie extravagante au regard des résultats de la valorisation de la recherche publique ; les entreprises innovantes en paient les conséquences et ce n'est plus acceptable ». Solution : fixer à l'avance la répartition des droits en cas de succès et désigner, parmi les divers partenaires, un gestionnaire unique pour négocier avec les utilisateurs potentiels.

Jean-Claude Hazera

Après Cahuzac, comment moraliser ?

Juste après les aveux de l'ex ministre du budget, Bernard Bougel avait réagi par un texte (version intégrale sur le site du club) qui comportait une proposition à relire alors que le parlement débat de moralisation de la vie publique :

« A l'évidence, écrivait-il, il faut, notamment s'agissant des élus nationaux, et plus encore s'agissant de membres du gouvernement, **être davantage intrusif**.

Je propose que **ce millier de personnes fassent l'objet d'une véritable enquête, dès leur élection/nomination**. Leur responsabilité est telle (vis à vis des engagements qu'ils prennent de notre part, vis à vis de l'opinion publique) qu'elle justifie à mes yeux (de citoyen et de contribuable) le coût d'une telle procédure.

De grandes entreprises publiques ou privées, travaillant dans le cadre de la Défense Nationale par exemple, diligentent ce genre d'enquête lorsqu'elles recrutent de nouveaux collaborateurs à des postes de responsabilité. Sans que cela ne choque personne.

Pourquoi pas la France ? »

Bernard Bougel

Lire l'intégralité de l'alerte : <http://www.clubdesvigilants.com/archives/2013/04/le-jour-dapres/#more-4634>

Alertes-Technologie



L'Avenir en numérique : des nouveaux esclaves à notre service

Et si le numérique participait à améliorer la qualité de votre vie en limitant une consommation effrénée de ressources naturelles, de déplacements inutiles, de tâches fastidieuses ?

Et si le numérique mettait les tous les « objets » à votre disposition ?

Et si Internet devenait le lien entre les machines qui entourent maintenant votre vie courante, nos « machines de tous les jours » ?

Et si nous en faisons nos « esclaves » du 21^{ème} siècle, des esclaves numériques et non plus mécaniques ?

L' IoT vous connaissez ?

L'Internet des Objets – Internet of Things ?

Certains experts, tel le Vice Président d'ERICSSON, prévoient que **plus de 50 milliards de ces « objets » qui nous entourent quotidiennement et impersonnellement deviendront, dès 2017, des acteurs à part entière de l'Internet** et seront donc au centre de la « Société numérique », celle où nous sommes déjà largement entrés !

Imaginez cette liste à la Prévert !

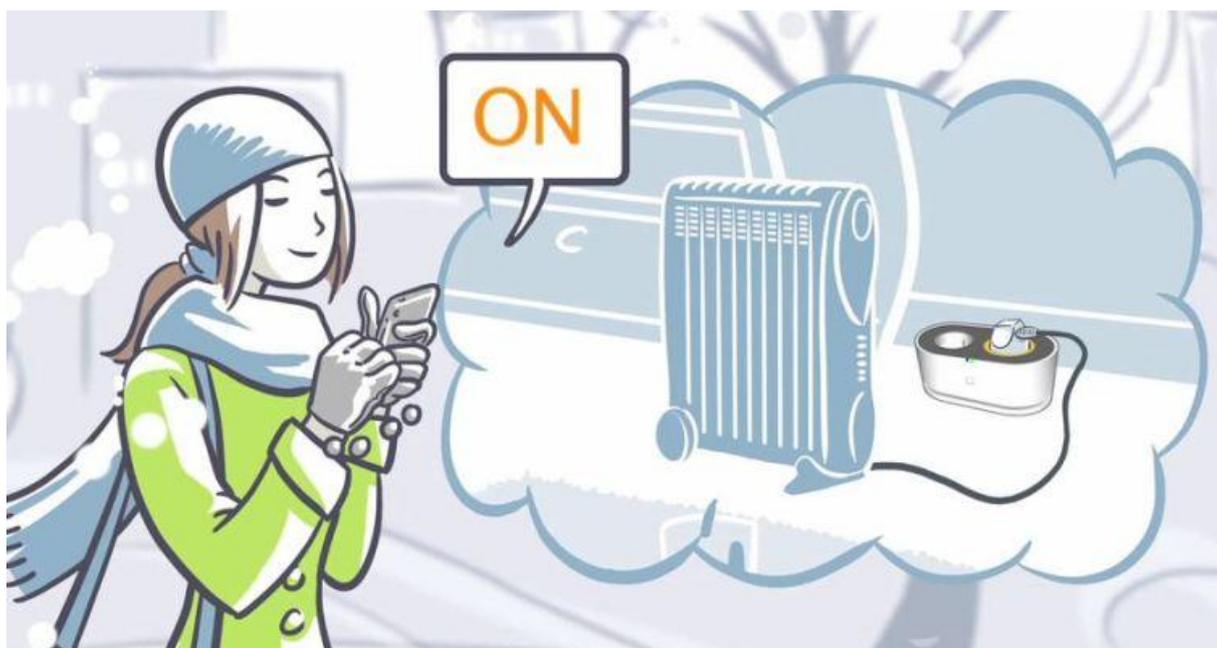
- **arroser à distance** à la demande vos plantes d'appartement pendant un long déplacement,
- régler à distance le thermostat du chauffage de votre résidence secondaire en fonction de données météorologiques locales mais aussi de prévisions sophistiquées ou simplement à la demande pour bien débuter votre Week end,
- **contrôler, gérer à distance** vos consommations électriques et laisser l'intelligence de l'objet faire des économies pour vous,
- **permettre à distance** le remplissage de votre réfrigérateur par une commande en ligne,
- **maîtriser à distance** vos « éventuelles » panne d'électricité aux conséquences très ennuyeuses (congélateur hors fonctionnement, fer à repasser laissé branché, ...)
- être prévenu en temps réel d'éventuel débordement de votre machine à laver ou d'autres fuites d'eau,
- **être informé à distance** et éviter le départ d'incendies grâce à des capteurs de fumée intelligents,
- **permettre à distance l'enregistrement et le suivi des principales données médicales** sensibles pour vous-même ou vos proches, tels que la tension artérielle, le taux de glucose sanguin et autres mesures du corps qui seront transmises directement à votre praticien soit pour information régulière soit en alerte : simple rassurance ou sécurité,

- **en finir avec vos lourds trousseaux de clés** grâce à des serrures commandées à distance,
- **être rassuré de très loin sur la sécurité** de vos biens et de votre logement par des capteurs d'intrusion connectés,
- **être rassuré sur le bien être des personnes qui vous sont chères** tels vos enfants lorsqu'ils rentrent de l'école seul (grâce à leurs porte-clés numériques connectés) ou bien tels vos parents qui ont des difficultés de mouvement (grâce à des médaillons d'alerte — panic-button — qui détecte et qui deviennent actifs en cas de chutes et autres malaises) Bien sûr, tout cela grâce à votre téléphone portable, en attendant le jour prochain où il vous sera proposé de le greffer miniaturisé sous votre peau, pour être plus confortable ! Bien entendu, nous devons tous rester vigilants sur les risques d'usages dévoyés que la société pourra faire émerger ou même sur celui que ces « esclaves numériques » puissent, un jour et contre notre gré, changer de maître ...

Vous pensez sûrement que cela est de la science-fiction ?

Pour vous mettre l'eau à la bouche, allez faire un tour sur **le site de la prise numérique intelligente**. Cette innovation totalement opérationnelle est le fruit des recherches et développement d'une jeune entreprise française dont l'offre intéresse dès à présent, **l'opérateur Orange** qui pourrait bien la proposer au marché dans les mois prochains :

http://www.dailymotion.com/video/xv7oo5_my-plug-des-objets-connectes-qui-simplifient-la-vie_tech



Par Christian Dondrille du groupe « Société numérique » animé par Henri-Paul Soulodre

Débats

Réagissez et commentez sur le site du Club : www.clubdesvigilants.com



Attaquer le cancer des paradis fiscaux (Publié en avril 2010 et retransmis récemment à tous les membres du Club)

L'an dernier, on ne parlait que de cela. Après de belles déclarations – G20 et autres – on a peu fait et le problème reste entier. L'opinion publique me semble prête à recevoir un nouveau **message concret**.

Les paradis fiscaux sont source de perversité. L'existence, depuis des décennies, de ces territoires fait rêver bien des contribuables ... Les grands groupes internationaux les utilisent ouvertement avec une argumentation bien rodée, « *les autres le font aussi. Nous perdriions des marchés si nous n'y étions pas. C'est une défense intelligente et légale de nos actionnaires* ». Des armées d'avocats d'affaires et de fiscalistes inventent sans cesse des produits innovants et ... finissent pas pervertir des dirigeants politiques : le département de la Seine Saint Denis (le mien !) a contracté un prêt diabolique tandis que Goldman Sachs conseillait la Grèce !

Les coups de boutoir depuis un an n'ont pas marché. On a essayé deux idées pour combattre ce cancer : mettre au pilori les fraudeurs individuels ou accroître la régulation. Ces angles d'attaque ne semblent pas les bons.

La chasse aux fraudeurs, nécessaire, laisse un goût de chasse aux sorcières et tous deviennent inquiets : qui n'a jamais sous-évalué une estimation destinée au fisc ?

Quant à la régulation, elle s'enlise inévitablement dans les méandres du juridisme : on crée une « Haute autorité » qui donne des places à des ténors de la politique, on multiplie les contrôles tatillons qui empoisonnent la vie des citoyens ordinaires, certains parlent d'« Etat policier ». Les gros poissons savent échapper à ces contrôles formels ... par exemple, dans les paradis fiscaux.

L'on ne peut pas attaquer un tel problème de façon frontale en s'attaquant à tout à la fois. Mieux vaut cibler, sur un point précis, avec **le soutien de l'opinion publique**

Une idée concrète : le label SPF

SPF : « Sans paradis fiscal ». Je propose de créer **un label accordé aux sociétés qui déclarent solennellement que leurs comptes consolidés ne comportent aucune filiale dans les paradis fiscaux**. Les commissaires au compte, aujourd'hui partie prenante dans la mise au point de certains montages, seraient chargés d'attester la véracité de l'affirmation.

Cette idée est facile à comprendre pour l'opinion publique. Quel président osera dire en Assemblée Générale : « Notre société a 160 filiales dans les paradis fiscaux ». Face à la pression populaire, tout le monde cède. Cette mesure est facile à mettre en œuvre, même dans un cadre purement français. Je crois qu'après ce démarrage d'autres pays suivraient.

Cette mesure pourrait s'étendre peu à peu, par exemple dans un label « Full SPF » pour ceux qui avantagent systématiquement les fournisseurs qui arborent le label SPF.

Nous devons aussi améliorer nos lois. Les défenseurs des paradis fiscaux expliquent – avec hypocrisie ? – que les lois sur les holdings ou sur les partnerships existent aux Bahamas et pas en France. Qu'à cela ne tienne, faisons travailler les députés et tordons le cou à cet argument en adaptant nos lois. Est-ce si difficile ?

Qu'en pensent les membres du **Club** ? Attaquer le cancer des paradis fiscaux est-il un « domaine clé » ? Créer, dans cet esprit, un « label SPF » est-il un « point clé » ? Qui devrait prendre l'initiative ?

Gérard Philippot

Commentaires sur : « *Le label SPF* »

Ce rappel de **la proposition de Gérard Philippot** a suscité un très riche débat que l'on retrouve dans son intégralité sur le site du **Club**. En voici quelques points saillants :

Plusieurs commentateurs approuvent et soutiennent la proposition bien sûr, mais certains rappellent sinon la légitimité tout au moins les raisons d'être des paradis fiscaux.

Serge Fradkoff rappelle ainsi que le « paradis fiscal » existe parce qu'il existe un « enfer fiscal ». On a voulu en faire des paradis fiscaux les boucs émissaires de la crise, ce qu'ils ne sont pas à son avis. **Eric Filiol** souligne qu'ils sont indispensables aux services spéciaux occidentaux pour financer leurs opérations. **Dominique Guilloux** rappelle tous les services indispensables qu'ils offrent aux entreprises et dit aussi que « pour lutter contre les paradis fiscaux, il faut supprimer les inepties qui en créent l'utilité... »

Michel Prada, sans pour autant justifier leur existence, souligne aussi les services réels que certains d'entre eux rendent en évoquant notamment le financement des aéronefs du monde entier qui a été « optimisé » dans un paradis fiscal des Caraïbes il y a plus de trente ans et auquel toutes les compagnies aériennes ont eu recours. **L'ancien président de l'Autorité des Marchés Financiers** souligne surtout la nécessité de bien séparer les différentes caractéristiques qui font un paradis fiscal pour insister sur celle qui est la plus nocive à ses yeux et qui est le secret et le refus de coopération judiciaire : « *Ce qui est en cause, c'est peut-être moins l'originalité fiscale et/ou juridique des paradis que le refus de coopérer et la pratique du secret entre autorités souveraines et légitimes, elles-mêmes « justifiée » par certains paradis par référence à leur droit souverain.* »

Jacques Andréani enfin s'étonne qu'on ne s'attache pas plus à mesurer et à commenter l'ampleur de la fraude : « *le phénomène de la fuite devant l'impôt n'est ni évalué sur le plan économique et financier, ni jugé d'un point de vue politique et moral.* »

L'Afrique, un continent en devenir ?

L'actualité depuis longtemps ne nous montre qu'une Afrique en pleine déliquescence. Guerres, coups d'Etats, kidnappings, catastrophes humanitaires en tout genre, corruption ... seraient le lot quotidien de ce continent oublié des dieux.

Et pourtant, pour qui connaît l'Afrique et ses habitants, leur sourire (ah ce sourire !!) et leur joie de vivre, leur résilience face à l'adversité, leur envie, leur foi capable de déplacer des montagnes et leur sagesse, **on ne peut s'empêcher de penser à une sortie possible de cet enfer** et à leur offrir cet avenir radieux qu'ils méritent.

L'Afrique de la richesse linguistique sans commune mesure avec le reste du monde.

L'Afrique des idées nouvelles à la pointe de notre monde moderne comme le paiement direct par téléphone.

L'Afrique où l'homme a su encore préserver une certaine proximité et un grand respect envers la nature.

L'Afrique où le sens de la famille, « élargie », amène à une répartition naturelle des richesses et un sens de l'entraide inégalé.

L'Afrique enfin où l'Art est vécu comme un Art de vivre et où la culture n'est pas une histoire du passé mais un bien du présent.

Ce n'est pas pour rien que de l'Orient à l'Occident, de nombreux pays comme **les Etats-Unis, la Chine, l'Inde et bien d'autres, sont à l'affût, prêts à dépecer la carcasse encore fumante de l'éléphant**. Après la période des colonies vient la période de l'économie orientée. Mais que restera-t-il aux Africains ?

La France dans cette histoire africaine ne peut avoir qu'un seul rôle, qui n'est plus celui de la France-Afrique au travers de laquelle elle participait au pillage, et ce rôle ne peut être que celui de modérateur des impérialismes de tout poil. **Un rôle de grand-frère, bienveillant mais lucide**, apportant son soutien quand cela est nécessaire, fédérant les énergies locales économiques mais aussi et surtout culturelles.

L'idée de France, les Africains l'ont je crois, ancré profondément avec cette soif immense d'apprendre notre langue.

Il ne nous reste qu'à mériter de cette idée et à la partager mais pour cela il nous faudra, aussi, régler nos « petits » problèmes intérieurs.

Jean-Luc Heinrich*

Respectons les lois de la nature

A une heure où les turpitudes humaines ne peuvent inspirer que le plus grand mépris et sans tomber dans les travers idéologiques de la dite écologie, il est bon de revenir aux vrais fondamentaux c'est à dire aux lois de la physique qui, quoique l'on en dise, sont les seules à vraiment régir notre existence.

Le passage récent à l'heure d'été est une bonne illustration des dérives de nos sociétés.

Nous sommes maintenant dans un système horaire à TU (Temps Universel, héritier de G.M.T. Greenwich Mean Time) plus deux heures. C'est complètement aberrant. La France est à cheval sur le méridien de Greenwich et son heure physique est TU (ou GMT) plus zéro. Par définition midi est l'heure à laquelle le soleil est le plus haut dans le ciel et midi divise la journée en deux parties égales. Avec l'heure d'été que nous subissons actuellement il faut attendre 14 h pour être à midi au sens astronomique.

De plus en plus de gens, avec en tête les agriculteurs et surtout les éleveurs car les bêtes vivent avec le soleil, se plaignent de ce décalage horaire. L'heure d'été est une trouvaille qui remonte aux chocs pétroliers des années 70 et qui avait été mise en place pour faire des économies d'énergie (d'hydrocarbures à l'époque). L'expérience a montré que les économies réalisées (principalement sur l'éclairage à l'électricité) sont marginales et plus personne n'avance maintenant cet argument. Désormais les partisans de l'heure d'été mettent en avant l'agrément des " longues soirées d'été ". Pourquoi alors se limiter à TU+2 ? TU+3 ou 4 serait beaucoup mieux ! On marche sur la tête.

Indépendamment du problème de l'heure d'été, **le système de l'heure dans l'Union Européenne est parfaitement absurde.** Prenons l'exemple de deux cités pratiquement aux confins ouest et est de l'U.E. : La Corogne (ouest de l'Espagne) et Kosice (est de la Slovaquie). Ces deux villes, à la même latitude, sont à la même heure alors qu'elles sont distantes de 2.350 kms. A la latitude de 43° cette distance couvre quasiment trois fuseaux horaires. On se rapproche de l' "exemple " chinois. En Chine il n'y a qu'une seule heure alors que la distance entre Kachgar et Pékin est de 3.430 kms. Les brillants technocrates qui nous dirigent justifient l'heure unique par l'argument de la simplification de la gestion des transports aériens et ferroviaires. Cet argument ne tient pas. Aux U.S.A. Il y a quatre fuseaux horaires (sans compter Hawaï et l'Alaska) et tout fonctionne bien.

Tout cela peut paraître anecdotique mais ce ne l'est pas. Le Monde irait mieux si l'on respectait un peu plus les lois de la physique, de la géographie, bref, si l'on respectait Mère Nature, comme disent les anglo-saxons, sans négliger pour autant le monde virtuel dont nous sommes désormais des acteurs (éclairés ?).

Michel Chevet

* Membre du groupe « **Quel avenir pour la relation particulière entre la France et l'Afrique** » animé par **Bernard Bougel**.

Les jeunes apprennent aux vieux, leçon n°2 : la vidéo, une mode ou un nouveau moyen de communication ?

L'interrogation du vieux. La vidéo est à la mode. Le Figaro investit massivement sur ce mode de diffusion pour attirer lecteurs et annonceurs sur son site. Le club des vigilants va bientôt vous proposer lui aussi sur son site de courtes vidéos, prise de position, de 3 minutes. Bertrand, alias Sky, jeune membre du club consacre beaucoup d'énergie à tourner des entretiens en vidéo visibles sur [youtube.com/user/thinkerview/videos](https://www.youtube.com/user/thinkerview/videos). Autant je comprends l'intérêt de la vidéo comme document sur un accident, une guerre, la nature etc...autant la mode de la vidéo comme mode d'expression des idées me laisse sceptique, notamment parce qu'il est beaucoup plus difficile de se faire une idée rapide d'une thèse exprimée sous cette forme que de lire un document en diagonale.

J-C H. 66 ans.

La réponse de Thomas Laborey (41 ans)

Passionnant débat, mais qui n'est que marginalement numérique. Il est bien établi depuis le succès de l'industrie du cinéma dans l'entre deux guerres et de la télévision dans les années 50, que l'audiovisuel, qui nécessite un moindre investissement personnel que la lecture, est un vecteur d'information/ communication/ publicité/ propagande de masse spectaculairement efficace. Il n'est donc pas récent que la vidéo soit utilisée dans la vie politique ou au sein des entreprises.

Ce que le numérique introduit, c'est :

- **la viralité**, ou la possibilité pour un contenu vidéo d'être exposé très rapidement sur de multiples plateformes (liens, retweets, posts sur des murs sociaux...), ce qui en multiplie le nombre de vues de façon exponentielle mais aussi le colore par la réputation en ligne de ceux qui le relaient, et de ceux auprès de qui il est relayé, ce qui peut donner lieu à des détournements, des réinterprétations, voire à une surexposition douloureuse pour les auteurs initiaux,
- **le commentaire** et le "like", qui enrichissent le contenu et contribuent à le colorer,
- **le contrôle du débit** (zapping de certains passages, retour arrière, passage accéléré, interruption...) qui ne laisse pas passif devant le visionnage et est impitoyable pour les contenus qui ne captivent pas immédiatement l'auditoire et ne font pas preuve à l'évidence d'un rythme maîtrisé.

Mais il s'agit là de fonctionnalités nouvelles permises par les technologies. Le cinéma ne remplacera jamais la littérature, la télévision ne tuera jamais les journaux ; le numérique, s'il change le rapport au média et brouille les cartes entre émetteur, spectateur, commentateur, altérateur du message, ajoute une expérience plurimédia supplémentaire, mais pas substitutive, appréciée des adeptes générationnels du zapping.

C'est justement **parce qu'elle permet en quelques secondes de se forger une conviction** quant au caractère "cool" d'un contenu que la vidéo est préférée par eux à l'écrit, qui nécessite l'effort de réellement s'intéresser au fond. Plus que jamais, la forme, perçue en premier et de façon plus viscérale, prime le fond. Au risque que des raisonnements faibles ou tendancieux ne s'imposent par leur seule maîtrise des codes communicationnels.

La réponse de Sky 33 ans

Un lien vers les conférences en vidéo Ted : <http://www.ted.com/>

D'autres réponses ?

Entendu au Club



22 avril : Du printemps arabe à l'"hiver islamiste"

Invité du Club lundi 22 avril, **Alain Chouet**, ancien chef du service de renseignement de sécurité à la DGSE, estime que, hormis, deux ou trois pétromonarchies – Arabie Saoudite, Koweït et Qatar - le monde arabe est, depuis deux ans, totalement déstabilisé. Grand connaisseur de cette région du monde dont il parle les langues – il a pendant des années servi en poste détaché en Syrie, au Liban, au Maroc ... - il a décrit les grandes fractures qui la traversent, en particulier la rivalité Qatar/Arabie Saoudite pour le partage du marché "islamiste". Grand connaisseur aussi de l'histoire ancienne comme la plus récente du monde arabe et musulman en général, Alain Chouet sait faire appel au passé pour mieux éclairer le présent. Il nous livre ci-dessous son analyse de la situation.

Les autocrates Out, les démocrates ignorés, les islamistes In

En Tunisie comme Egypte, les deux autocrates, Ben Ali et Moubarak, ont été boutés dehors et ont été remplacés, dit-il, non par des démocrates mais par les frères musulmans. Démocrates qui existent dans ces pays et qui ont été superbement ignorés par les Occidentaux.

En Lybie, la chute de Kadhafi a carrément cédé la place à des chefs de bandes "islamistes" comme à Tripoli dont le gouverneur est un ancien affidé d'Al Qaïda et à la destruction de l'Etat.

Au Yémen, ce sont des islamistes qui s'opposent avec le plus de virulence au successeur du président déchu Ali Abdallah Saleh.

En Irak, si l'on excepte la guerre Iran/Irak, Saddam Hussein a, en trente ans, fait 30 000 morts parmi ses opposants. Or, depuis l'intervention occidentale en 2003, on en est à 145 000 morts en dix ans ! Et tout cela pour aboutir à un gouvernement essentiellement chiite, tourné vers l'Iran et qui a tendance à jeter les occidentaux dehors.

Ne parlons pas du **Soudan** où les frères musulmans sont au pouvoir depuis 30 ans ! Ils ont ruiné le pays, l'ont cassé en deux, alors que le président Omar Al Bachir, poursuivi par la Cour Pénale Internationale pour crime de génocide au Darfour, continue à se pavaner dans un certain nombre de conférences internationales sans être inquiété le moins du monde.

Enfin, prenons le cas de **Bahreïn**, partie prenante de l'empire britannique jusque dans les années 70. Lorsque ce pays obtient, en 1971, son indépendance, il se dote, dans la pure tradition britannique, d'un monarque constitutionnel, un sunnite, d'une constitution et d'un parlement. Ce qui n'a pas plu au puissant voisin saoudien qui le pressa d'annuler sa constitution, de dissoudre son parlement ... C'est ainsi que s'est installée une autocratie sunnite alors que la majorité de la population - 70 % - est chiite. Et dans le sillage des soulèvements arabes récents, ce sont les chars saoudiens et émiratis qui sont venus mater la rébellion à Bahreïn sans que l'Occident ou la presse occidentale s'en émeuvent.

Le cas de la Syrie

Regardons de près la situation dramatique de la Syrie. Je dirai, en premier lieu, que **ce n'est pas parce qu'on se rebelle contre un autocrate qu'on est forcément un démocrate**. Lénine, Fidel Castro, Khomeini en sont quelques exemples. En deuxième lieu, ce n'est pas parce que l'on s'interroge sur les moyens, les méthodes, les objectifs, les financements d'une rébellion que l'on est partisan du dictateur. Enfin, ce n'est pas parce qu'on critique, éventuellement, les objectifs, les méthodes ... d'une rébellion qu'on est un horrible "facho".

En quoi la situation en Syrie diffère-t-elle de ce qui s'est passé par exemple en Tunisie, en Egypte ou même en Lybie ? Et **pourquoi, deux ans après le début de la rébellion, le régime tient-il toujours** ? Une des explications, à mon sens, est à chercher dans la structure du pouvoir. Dans les trois premiers pays, ce sont des familles qui ont capté le pouvoir.

En Tunisie, la famille Ben Ali, en particulier son épouse et ses 200 cousins ont rançonné le pays et l'ont mis en coupe réglée à leur profit de famille.

Idem en Egypte.

Mais en Syrie, ce n'est pas le cas. Hafez Al Assad, le père, puis Bachar Al Assad ont instrumentalisé l'Etat au profit de leur communauté et des communautés alliées. **Le parti Baath, parti laïc formé dans les années 40, était un parti consensuel des minorités : les alaouites, les chrétiens, les druzes, les ismaéliens et quelques sunnites laïcisans.** Le père, hier, comme le fils aujourd'hui, à l'inverse des autres autocrates arabes, ne représentent pas seulement leurs intérêts personnels de famille, ou même de clan, mais voient leur pouvoir comme une forme d'assurance pour les minorités du pays. Cette assurance est vitale pour eux. D'autant qu'une fatwa d'Ibn Taymiyya au 13^{ème} siècle, jamais annulée, appelle au génocide des Alaouites considérés comme des apostats et pire que les Juifs ou les Chrétiens... Or, **ces minorités, observant avec inquiétude ce qui se passe en Tunisie, en Egypte, au Yémen, en Lybie ..., constatant que l'Occident, volontairement ou non, par calcul ou par bêtise, favorise partout la prise de pouvoir par les forces islamistes, du courant le plus réactionnaire, le plus rétrograde, le plus haineux vis-à-vis des minorités, en l'occurrence le wahhabisme, que font-elles ?** Elles font bloc autour de Bachar Al Assad. Et c'est cette résistance, très réelle, qui fait que ce régime, plutôt autoritaire et non dictatorial comme l'était celui de Moubarak ou Ben Ali, ne s'est pas effondré deux ans après le début de la rébellion. Il faut ajouter que c'est un pays où il y a un vrai respect de la laïcité avec notamment un accès à la fonction publique sur concours et sans distinction de croyance. Ce qui n'est par exemple pas le cas en Egypte où la fonction publique est fermée aux Coptes.

Autre soutien. Celui de la **Russie**. La plupart des commentateurs mettent en avant l'aspect commercial des ventes d'armes ou stratégique avec la base navale de Tartous. Ce qu'ils oublient ou feignent d'oublier, **c'est la fidélité, un élément fondamental, des Russes envers les minorités, en particulier les Grecs orthodoxes.** Le régime de Bachar Al Assad constitue, à leurs yeux, un rempart contre les velléités des uns et des autres de créer un "Hinterland" sunnite derrière la Turquie. Un "Hinterland" qui a de grandes chances de se réaliser si la rébellion, soutenue par l'Arabie Saoudite et le Qatar, venait à l'emporter. La première, ennemi juré du second, agit comme le parti communiste soviétique des années 20. Au « pas d'ennemi à gauche » de ce dernier répond aujourd'hui le « pas d'islam plus radical que le nôtre » des Saoudiens !

Le rôle obscur des Occidentaux

N'oublions pas enfin le rôle obscur des Occidentaux qui, plutôt que de soutenir les démocrates favorables à une solution négociée avec le régime, ont choisi de laisser faire ces deux pays. Occidentaux qui, sous l'influence des pétromonarchies, parlent de négociation à condition que l'une des parties, en l'occurrence Bachar Al Assad, en soit exclue. **Obama n'a-t-il pas, deux ans auparavant, signé d'une main l'acte de nomination d'un médiateur de l'ONU chargé de trouver une solution pacifique et de l'autre un "Secret Act" autorisant les services spéciaux à entraîner les rebelles ?** Un double jeu qui a conforté le régime dans sa lutte à mort contre une opposition armée dont l'objectif est devenu clairement un changement de régime. Changement de régime qui, s'il a lieu, ne peut profiter qu'aux islamistes.

Et notre intérêt dans tout ça ? Aucun. Les Occidentaux sont en train de se tirer une balle dans le pied en favorisant **l'éclosion, partout sur la rive sud de la Méditerranée, de régimes islamistes qui ne nous veulent aucun bien.** Les Etats-Unis sont loin. Pas nous.

Meriem Sidhoum Delahaye

23 avril : Comment susciter l'esprit d'entreprise ?

Ex Médiateur du crédit, ex Commissaire général à l'investissement industriel, toujours très présent dans les allées du pouvoir, **René Ricol** estime avoir eu plus d'impact sur la défense de l'emploi ou l'avenir de l'industrie que les ministres de l'industrie en titre.

Lire page 6 l'alerte de Jean-Claude Hazera

La vie du Club



22 avril : Une Assemblée Générale conviviale

Rassemblés au premier étage de « Chez Claude », rue Saint Honoré, lundi 22 avril en fin de journée, soutenus par quelques verres accompagnés de charcuteries roboratives, les membres du Club présents ont approuvé rapidement et à l'unanimité le rapport moral et le rapport financier que leur a proposé le Président Jérôme Cazes (voir textes plus loin). Ils ont donc pu consacrer l'essentiel de leur temps à des échanges conviviaux mais aussi à écouter les animateurs des six thèmes de travail retenus en début d'année :

1 - **Le monde que nous leur laisserons.** **Marc Ullmann** s'est exprimé à la fois en tant qu'animateur de ce groupe et en tant que président du Comité d'Orientation (voir le compte-rendu de ce comité plus loin et l'édito en page 2). À ses yeux il y a convergence entre les deux démarches. D'abord parce que chacun des travaux du club que le Comité d'Orientation a pour mission d'irriguer tend à « apprivoiser l'avenir » de nos enfants. Ensuite parce que chacun des membres du Comité d'Orientation est particulièrement concerné par ce thème que tous estiment fédérateur.

2- **Retrouver le sens du long terme.** Le groupe Long Terme, animé par **Philippe Bois avec Anne Beaufumé et Jérôme Cazes**, a décidé la création du Petit Observatoire du Long Terme. Il réunit tous les mois des membres du club pour échanger sur les bons et les mauvais signaux repérés sur la gestion collective du long terme. Il décerne des cartons verts aux bonnes pratiques : celles qui intègrent la préoccupation Long Terme dans nos décisions publiques (les décisions politiques) ou dans nos décisions privées (les comportements de particuliers, d'entreprises) ; et des cartons rouges aux mauvaises pratiques court-termistes.

« Notre observatoire est "petit" parce que son ambition est modeste, expliquent ses animateurs : nous surveillons l'actualité, nous ne développons pas une prospective ambitieuse. Nos opinions n'engagent pas le Club, mais seulement son Observatoire. Nous reconnaissons notre subjectivité ; mais nous attribuons nos cartons par consensus des présents ; et nos réunions sont ouvertes à tous les membres du Club intéressés. »

Réunions les derniers mercredi du mois chez Yves Buchenschutz, membre fondateur de l'observatoire, rue de Monceau (si vous êtes intéressé, demandez-lui par mail à yv.buz@noos.fr son étage et son code).

Les premiers cartons rouges et verts du Petit Observatoire du Long Terme

Carton Vert au Grand Paris ; nous ne saluons pas les résultats mais la méthode, qui amène par tâtonnements à aligner les points de vue des principaux acteurs nationaux et locaux, publics et privés, sur un investissement très lourd et tout ce qui l'accompagne.

Carton Rouge au projet de loi sur les banques ; la question d'une séparation des banques de dépôt et de marchés pose des enjeux à long terme financiers, mais aussi sociétaux ; cette question ne sera finalement pas posée au nom d'intérêts à court terme.

Des débats animés n'ont pas permis de **consensus** sur d'autres propositions de nos membres :

-dans les cartons verts : la décision de l'office parlementaire des choix scientifiques d'encourager des études sur le gaz de schiste ; l'accord Medef syndicats ; la création d'un fonds robotique ;

-et, dans les cartons rouges : la suppression du jour de carence des fonctionnaires, le nouveau tarif d'électricité, l'accord Agirc Arrco.

Et le groupe souhaiterait poursuivre le débat, y compris sur le blog du Club, sur le projet de loi sur la lutte contre l'obsolescence programmée des produits :

-Est-ce une décision collective de bon sens à l'heure du développement durable ?

-Ou l'immixtion inefficace de fonctionnaires dans des décisions d'entrepreneurs ?

Donnez votre avis ! (vous pouvez écrire des commentaires sur ce texte qui est sur le site du club)

3 - L'avenir de l'industrie en France (co-animé par **Philippe Tixier et Stéphanie Soares**).

Philippe Tixier a expliqué que le groupe se réunit tous les mois et échange beaucoup par mails. Il a essayé de rassembler et analyser les multiples rapports déjà existants. Objectif : faire des propositions originales qui puissent être reprises, améliorées et concrétisées. Le groupe a décidé de se concentrer sur trois premières pistes :

- Améliorer le fonctionnement des dépôts de brevets dans les entreprises en focalisant sur les problèmes qui se posent avec l'employeur quand un salarié veut déposer un brevet ou être intéressé au dépôt d'un brevet.
- Comment renforcer les PME françaises.
- Comment encourager les entreprises françaises à passer au tout numérique.

4 - Construire une nouvelle relation entre la France et l'Afrique (animé par **Bernard Bougel**).

Bernard explique qu'il est temps que la France change la vision qu'elle a de l'Afrique. C'est là que se fait la croissance de la francophonie. Des pays vont émerger en Afrique. C'est le continent le plus jeune du monde. L'Afrique intéresse de nombreuses grandes économies. Des étudiants africains commencent à penser que leur avenir est en Afrique. Des Portugais émigrent vers l'Afrique lusophone. Le groupe d'une dizaine de personnes qui travaille sur ce sujet comprend deux africains en poste en France qui ambitionnent de retourner en Afrique.

Le groupe a décidé de se limiter à l'Afrique sub-saharienne, en se concentrant sur le développement des PME et de l'entreprenariat individuel. Comment les aider et en bénéficier en retour ?

Quatre ou cinq pays ont été sélectionnés dont deux francophones, Côte d'Ivoire et Sénégal plus le Nigeria sûrement, le Ghana peut-être et l'Éthiopie.

Les vigilants vont essayer de trouver des invariants, des éléments clés et en tirer des propositions.

Dores et déjà le groupe a invité en juin (date à préciser) pour un petit déjeuner ouvert à tous les membres du club Lionel Zinsou, de père béninois, patron du fonds PAI partners, qui se classe lui-même parmi les « afrooptimistes ».

5- La société numérique (animé par **Henri-Paul Soulodre**)

L'idée est de faire naître une vigilance sur ce thème. Le sujet concerne toutes les générations et il est transversal dans notre société. Henri-Paul a doté le groupe d'un outil, une sorte de bloc-notes, numérique collectif qu'il encourage les membres du club à venir visiter et qu'on peut retrouver à l'adresse : <http://societedunumerique.wordpress.com/about/>

Le numérique n'est-il qu'une technique de plus ou est-ce un vecteur de changement profond de notre monde aussi important que l'écriture et l'imprimerie ? Devant l'ampleur de l'interrogation Henri-Paul a préféré résister, dans un premier temps, à l'idée de circonscrire tout de suite les travaux à un ou des sujets bien précis.

Pour le moment le vaste champ d'interrogations est découpé en une douzaine de domaines. Cependant deux plus précis sont déjà creusés par deux d'entre nous :

Bruno Kerouanton, spécialiste de la sécurité informatique, va s'interroger sur **la notion de confiance** dans la société numérique.

Thomas Laborey propose d'approfondir **la question du compagnonnage générationnel**. Les plus anciens perdent des repères et donc de l'autorité avec un risque de schisme entre générations.

Application pratique dans Vigilance : les jeunes apprennent aux vieux (voir plus haut)

Dans le groupe il y a huit ou neuf personnes dont plusieurs ne sont pas membres des vigilants.

6-Intelligence collaborative sur le web (animé par **Bertrand Calinou**)

En attendant d'hypothétiques forums de discussion sur le site du club (outil qu'il appelle avec persévérance de ses vœux), Bertrand s'est concentré sur les vidéos ce qui a donné notamment une première grande interview de Jacques Blamont (voir <http://www.youtube.com/user/thinkerview/videos>) vue 7 000 fois. C'est bien mais Bertrand avait promis 50 000. Du coup il ajoute d'autres contenus pour que le point de vue de Jacques bénéficie de cette affluence. Avec ses amis il a enregistré Olivier Delamarche, qui était venu comme invité à un petit déjeuner du Club et qui parle de la crise financière (37 000 vus en deux semaines). Il va également monter un débat entre lui, Bernard Esambert, président d'honneur du Club, et une troisième personne. En s'appuyant sur d'autres groupes dans le monde, Bertrand annonce une interview de Julian Assange, le fondateur de Wikileaks, Peter Dale Scott, professeur émérite à Berkeley, spécialiste de la « parapolitique » ou « politique profonde », Alain Chouet, invité du Club sur le monde arabe (lire par ailleurs page 14) et une députée islandaise qui va parler de la restructuration des banques en Islande. Tout cela va contribuer a-t-il expliqué à donner au Club des vigilants plus de visibilité. D'autres idées ? Mail de Bertrand : bcalinou@yahoo.fr

RAPPORT MORAL 2012

du

CLUB DES VIGILANTS



2012 a été marquée par la consolidation des acquis du Club et en fin d'année par un certain nombre de changements : modification de la gouvernance, mise en place de groupes de réflexion autour de six thèmes pour l'année 2013, nouvelle formule de Vigilances et nouvelles fonctionnalités pour le blog, reprise des déjeuners-débats...

I/ La consolidation de l'acquis

Parmi les activités du **Club**, trois sont récurrentes : les petits déjeuners débats, la lettre **Vigilances** et la relance des déjeuners-débats.

- **Les petits déjeuners débats** ou **Matinales du Club** : témoignent de notre conviction selon laquelle « *Personne ne peut prédire l'avenir mais quiconque s'enferme dans une spécialité est pratiquement sûr d'agir aveuglément* ». Nous avons constamment veillé à ce que nos intervenants soient le reflet de préoccupations diverses. Ainsi, en 2012, avons-nous bénéficié de l'apport successif de :

Janvier 2012 : **Jacques Attali** « *Horizon 2050 : les jeunesses au défi* »

Février 2012 : **Hervé le Bras** « *Démographie : changement de donne* »

Mars 2012 : **Joël de Rosnay** « *Une nouvelle démocratie énergétique* »

Avril 2012 : **Christophe de Margerie** « *Pétrole et gaz : horizon 2030* »

Mai 2012 : **Christophe Cros** « *Du recyclage à l'écoconception* »

Juillet 2012 : **Raymond Soubie** « *La résilience sociale* »

Septembre 2012 : **Christophe Nijdam** « *Crises financières à répétition : que peut-on faire en France ?* »

Vigilances dont le numéro 100 a été fêté le 12 novembre 2012 a évolué. Une nouvelle formule, organisée autour de deux sections : les alertes et les débats, et un rubriquage plus clair a vu le jour.

Le Blog : les alertes sont, le plus souvent, d'abord publiées sur le blog et nourrissent **Vigilances**. Il permet aussi d'échapper au rythme mensuel et, ainsi, d'être, en cas de besoin, présent sur l'actualité. Dans cet esprit, les membres sont invités à participer : le Blog leur est ouvert.

Grâce à **Bruno Kerouanton**, une fonctionnalité de règlement en ligne a été mise en place. Dorénavant, les membres comme les non-membres, grâce à des tarifs différenciés, peuvent payer leur participation tant aux « **Matinales du Club** » qu'aux « déjeuners-débats » ainsi que leur cotisation annuelle directement sur le blog.

Les « **Déjeuners-débats** » se sont institutionnalisés et deviennent dorénavant, autour d'un intervenant, un autre rendez-vous d'échanges d'idées.

Le **Club** a également développé sa présence sur les réseaux sociaux : Facebook, Twitter et LinkedIn.

II/ Un changement de gouvernance

2012 a été l'année d'un passage de témoin au **Club des Vigilants**. **Jérôme Cazes** remplace **Bernard Esambert** à la présidence du Conseil d'administration, qui s'appuiera désormais sur un Comité d'orientation présidé par **Marc Ullmann**, fondateur du **Club**. Bernard Esambert devient président d'honneur.

Le Conseil d'administration est profondément renouvelé et jouera désormais le rôle d'un comité exécutif, chacun de ses 15 membres étant responsable d'une activité du **Club**.

Le Conseil a également décidé la création d'un Comité d'Orientation réunissant autour de Marc Ullmann, créateur du Club, 14 personnalités éminentes. Le Comité a pour mission d'appuyer le Conseil d'Administration et le **Club**, les guider dans leurs travaux et veiller au maintien de leur stricte indépendance, l'un des fondements du **Club**.

Lors de sa prise de fonction, **Jérôme Cazes** a insisté sur le besoin de consensus et les écueils à éviter. Il a notamment déclaré :

« La mission du **Club des Vigilants** reste d'approvoiser l'avenir et aussi de défendre l'intérêt général : une préoccupation constante de notre président pendant 13 ans, Bernard Esambert. Pour cela, nous voulons aider à bâtir des consensus sur les grands enjeux collectifs. Je crois en effet profondément que notre qualité collective essentielle n'est pas notre productivité économique, artistique ou scientifique, mais notre capacité à nous mettre d'accord sur ce que nous voulons vraiment, à construire des consensus. Il est si facile de monter en épingle les désaccords, d'attaquer quelqu'un plutôt que d'attaquer un problème.

Au **Club**, nous voulons éviter trois écueils.

- **L'écueil d'élites françaises souvent endogènes** et enfermées dans de confortables consensus « gaulois ». Il nous faut accepter d'autres points de vue, issus d'autres pays ou d'autres disciplines. On retrouve l'idée très forte de Marc Ullmann, créateur du Club, de ne pas nous laisser enfermer dans les spécialités.
- **L'écueil d'affrontements stériles**, de clivages-réflexes qui postulent qu'une bonne idée est forcément « de droite » ou « de gauche ». Les bons compromis se construisent généralement sur des solutions métisses.
- **L'écueil des modes**, qui nous amène à tous parler des mêmes idées en même temps : le **Club** veut servir de porte-voix à des thèses originales et fortes qui n'ont pas encore trouvé toute leur audience. »

III/ Initiatives pour 2013 :

Six axes de réflexion et d'action du Club pour 2013 : après analyse des préférences exprimées par les membres sur les 15 thèmes qui leur ont été proposés, l'équipe d'animation a retenu les six thèmes suivants :

- 1- **Le monde que nous leurs laissons** ; le nouveau monde à construire (animé par **Marc Ullmann**), auquel seront rattachées les questions de « Comment et jusqu'où les inégalités sont supportables par une collectivité », et de « La cohésion sociale par la lecture et l'alphabétisation ».
- 2- **Retrouver le sens du long terme** (animé par **Philippe Bois**), axe autour duquel peuvent se fédérer les réflexions sur « Maîtriser la finance » (Jérôme Cazes), et « L'enjeu de la mobilisation des talents dans les entreprises » (Anne Beaufumé).
- 3- **L'avenir de l'industrie en France** (co-animé par **Philippe Tixier et Stéphanie Soares**), qui coordonnera plusieurs thèmes liés : « Une thématique PME pour le Club », « Pourquoi une recherche industrielle privée plus faible en France ? » et des réflexions sur les compétences et l'innovation.
- 4- **La société numérique**, perspectives, défis et enjeux de nos sociétés humaines à l'aube de l'Ere du Tout Numérique (animé par **Henri-Paul Soulodre**), qui intégrera en particulier un volet sur le « Compagnonnage générationnel : nouvelles légitimités, nouvelle citoyenneté » (par **Thomas Laborey**) et un autre volet sur « Véracité, Confidentialité et Sécurité de l'Information » (par **Bruno Kerouanton**).
- 5- **Construire une nouvelle relation entre la France et l'Afrique** (animé par **Bernard Bougel**).
- 6- **Intelligence collaborative sur le web** (animé par **Bertrand Calinou**) est aussi un thème de méthode, qui appuiera tous les autres thèmes du **Club**.

Amélioration de nos outils

Piloté par **Bruno Kerouanton**, et avec l'appui de **Meriem Sidhoum Delahaye** et de **Deborah Secrétin**, un plan de renforcement des outils du club est mis en œuvre. Une partie de ces améliorations est déjà visible (annonce des événements à l'avance sur le site, paiement en ligne...), les autres le seront tout au long de l'année.

Les 3' du Club en vidéo

Le **Club** envisage de tourner, grâce à Deborah Secrétin, de petites vidéos de 3 minutes ou permettant à des femmes et des hommes passionnés de dire leurs inquiétudes ou leurs solutions pour notre planète.

Campagne d'adhésion

Le **Club** a lancé une campagne d'adhésion afin d'accroître son influence.

RAPPORT FINANCIER 2012

du

CLUB DES VIGILANTS



L'année 2012 est une année déficitaire pour le Club.

Les comptes font en effet apparaître une perte de 12.071€, après une perte de 1.914€ en 2011 (et un bénéfice de 3.268€ en 2010). Cette perte est l'addition d'une perte d'exploitation de 7.471€ et d'une perte exceptionnelle de 4.600€.

Ces comptes sont difficiles à interpréter.

Ils sont en effet impactés par l'existence d'une cotisation "à recevoir" d'un membre entreprise qui est inscrite en recettes depuis 2010 (pour 13.000 puis 20.000€) et qui n'a été payée que fin 2012 au titre de 2012 : cet "espoir de cotisation" a artificiellement amélioré les comptes de 2010 et 2011.

En outre nous reconnaissons qu'une autre cotisation "à recevoir" de 2006 (pour 4600€) ne sera jamais payée : c'est elle qui explique la perte exceptionnelle.

Pour bien apprécier notre équilibre économique, il convient de regarder les recettes vraiment encaissées chaque année et les dépenses (arrondies au millier d'euros) ce qui donne le tableau ci-dessous, plus rassurant.

	2010	2011	2012
Recettes	112 K€	119 K€	111 K€
Dépenses	122 K€	128 K€	102 K€
Solde	-10 K€	-9 K€	+9 K€

La présentation est alors complètement différente. Elle fait apparaître que le Club a perdu une dizaine de milliers d'euros en 2010 et 2011 mais qu'il est revenu à l'équilibre (et même en faible bénéfice de 9000€) en 2012.

Ce retour à l'équilibre est le résultat d'une forte baisse des dépenses : en hausse de 5% de 122K€ à 128K€ entre 2010 et 2011, elles baissent de 16% à 102K€ en 2012. Cette baisse des dépenses en 2012 est pour partie réelle (arrêt des facturations d'une des consultantes du Club à partir de mai 2012) et pour partie artificielle (des provisions pour charges excessives en fin d'année 2011 n'ont pas été reconduites en 2012).

Une nouvelle baisse des dépenses est planifiée pour 2013.

Les recettes du Club baissent également en 2012 mais moins que les dépenses : elles diminuent de 7% de 119 à 111K€.

Pour essayer d'interpréter cette réduction, il est utile de suivre le nombre de cotisations, en distinguant les cotisations des membres individuels de celles des partenaires (membres particuliers ou entreprises cotisant plus de 1.000€).

	2010	2011	2012
Cotisations payées (membres)			
• Nombre	126	131	63
• Estimation du montant	25 K€	26 K€	13 K€
Cotisations payées (partenaires)			
• Nombre	21	20	14
• Estimation du montant	87 K€	93 K€	98 K€
Total des Recettes	112 K€	119 K€	111 K€

On constate donc qu'en 2012,

.nous avons eu une poursuite de la hausse de la contribution financière (très dominante) des partenaires (ceux qui payent plus de 1000€), même s'il y a eu une baisse en nombre de ces partenaires : la hausse s'explique par l'impact de la cotisation de 20K€ attendue en 2010 et 2011 et finalement payée en 2012 ;

.mais nous avons une baisse de moitié du nombre cotisations pour les membres individuels (et logiquement une baisse équivalente des recettes correspondantes).

Cette baisse s'explique vraisemblablement par un effort de recouvrement insuffisant. Le succès des petits déjeuners en 2012 et des activités décrites par ailleurs dans le rapport moral ne signalent pas en effet de désaffection particulière. L'exercice d'appel des cotisations 2013 nous permettra d'y voir plus clair.

Reste le problème d'une dette de 18.000€ signalée par notre expert-comptable à son égard. Cette dette a été entièrement provisionnée dans les comptes, mais paraît au conseil exagérée. Le Conseil a mandaté son président, Philippe Bois et Philippe Tixier pour demander un abandon de créance partiel.

CLUB DES VIGILANTS

REUNION DU COMITE D'ORIENTATION

16 avril 2013

Etaient présents : *Jacques Andréani, Jacques Blamont, Arnaud Breuillac, Jérôme Cazes (Président du CA), Xavier Emmanuelli, Jacques Glowinski, Henry Hermand, Antoine Lévêque, Raja Sidawi, Marc Ullmann (Président du CO) et Alain de Vulpian.*

Les circonstances, notamment en France et en Europe étant particulièrement mouvantes, il a semblé opportun de dégager quelques lignes directrices suffisamment transversales pour irriguer les différentes activités du Club.

Ci-dessous, certaines suggestions émises lors de la réunion :

- **cadrer** : la France n'est pas une île et l'Europe n'est plus le nombril du monde. D'où l'intérêt d'aborder les problèmes français dans un cadre européen et les problèmes européens dans un cadre mondial.
- **positiver** : ce n'est pas parce que les institutions craquent que tout va mal. Les gens sont en avance sur les institutions. Des initiatives (de plus en plus nombreuses) méritent d'être mises en relief. De façon générale, l'optimisme donne du sens au changement, le féconde et le porte.
- **catalyser** : le Club doit se positionner parmi ceux qui avancent et, autant que possible, créer des liens avec les acteurs du changement. L'idée d'un manifeste émanant du Club et proposé par lui a été évoquée. Jérôme Cazes y est favorable et entend y travailler.
- **détecter** : les médias vivent dans l'instantané. Les modes ont la vie courte. Les recherches sur le « sens de l'Histoire » se sont le plus souvent fourvoyées. Pour déceler les tendances durables, mieux vaut se méfier des penchants idéologiques et considérer l'avenir comme une coproduction entre les constantes (anthropologiques) et les innovations (technologiques).

Partant de diagnostics sur le présent, plusieurs perspectives ont été discutées. Sans doute leur approfondissement mériterait-il débat :

- **Révolution ?** : pour qu'il y ait « révolution » (au sens politique du mot), il faut qu'une idéologie se soit forgée au préalable. C'était le cas hier du communisme, c'est peut-être aujourd'hui le cas d'un certain Islam mais ce qui se passe actuellement en Europe est d'une autre nature : les esprits bougent, les comportements se modifient, une « métamorphose » est en gestation mais l'essentiel se passe hors du champ politique. Dans un tel contexte, les

institutions, même si elles sont en décalage avec la société, ont les moyens de se défendre. Comme l'a dit l'un d'entre nous : « *l'Etat peut devenir flicard* ».

- **Etat ?** : dans un monde globalisé, les particularismes, notamment nationaux, gardent (et même accroissent) leur importance. L'état, en revanche, est en porte à faux. D'où la question : « Quelle est sa marge d'utilité ? ». L'un d'entre nous a répondu « aucune » et a donné l'exemple de la Belgique « qui ne s'est jamais aussi bien portée que pendant la très longue période où elle n'a pas eu de gouvernement ». Reste à se mettre d'accord sur l'étendue des pouvoirs régaliens et sur la l'efficacité d'Autorités indépendantes assumant des responsabilités spécifiques.
- **Europe ?** : l'état nation est une invention européenne. Dans le monde d'aujourd'hui, c'est sans doute un handicap : selon l'un d'entre nous, les traditions étatiques vont à l'encontre de la plupart des aspirations dites « post modernes ». Dans ces conditions, le bricolage institutionnel ne suffira pas à redonner sa force au projet européen (qui est en train de s'essouffler). Les fondateurs avaient connu la guerre et certains avaient même connu deux guerres, celle de 1914 et celle de 1939. Sur quelles forces, actuellement en mouvement, l'idée européenne pourra-t-elle s'appuyer ?
- **Valeurs ?** : jusqu'à 0°, il y a de l'eau puis, brusquement, à 0°, il y a de la glace. Les scientifiques appellent cela un changement de phase. Dans le domaine sociétal, les phénomènes ne peuvent être aussi brusques et l'on doit se contenter de parler d'effets de seuil. Les gens alors sont « ailleurs » et les choses deviennent « autres ». Ainsi, dans l'Europe d'aujourd'hui, l'argent reste roi en quelque sorte par défaut : il n'y a pas encore d'autres passions dominantes et il est une clé d'entrée pour la satisfaction de la plupart des désirs. Quand et comment pourra s'effectuer la métamorphose ? Tous commentaires et/ou critiques des remarques ci-dessus seront bienvenues.

Sauf urgence d'ici là, la prochaine réunion est prévue le **18 septembre**.

Décès de Claude Astin

Claude Astin nous a quittés subitement au début du mois de mars à l'âge de 75 ans. Il a été inhumé dans l'intimité au cimetière Montparnasse le 19 mars dernier.

Depuis 1997 Claude s'était intéressé au projet du Club des Vigilants d'abord au nom d'Inforama et de Coframi, le groupe de sociétés informatiques qu'il animait avec Robert Guillaumot, puis à titre personnel jusqu'à ces derniers mois. Homme discret doué d'un solide bon sens, il donnait une vision pragmatique et concrète aux débats lancés par le Club. Nous le regretterons et présentons nos condoléances à ses deux filles Elisabeth et Sophie auxquelles il était très attaché.

A noter dans vos agendas

22 mai : Directeur exécutif de Green Cross France et Territoires, **Nicolas Imbert** interviendra, mercredi 22 mai lors d'un petit-déjeuner débat, sur le thème : « **Géopolitique, économie, ... les nouveaux enjeux de l'eau** ».

Directeur exécutif de la branche française de Green Cross, Nicolas Imbert est spécialiste de l'eau, thème au cœur des préoccupations de Green Cross dans la cadre de sa mission dans le monde –et en France : « donner un avenir à la planète pour donner une chance à l'humanité »...

La question de l'eau, dès qu'on en discute avec lui, devient un « problème » passionnant ! **Parler de l'eau aujourd'hui, c'est parler de géopolitique et d'économie, c'est mêler l'approche macro et l'approche micro, avec en transversal une question aussi centrale que celle de la biodiversité** ... Nicolas Imbert évoquera les conflits potentiels liés à l'eau, et, décryptant finement le jeu des multiples acteurs en présence, il nous fera passer allègrement de la Vallée du Nil à celle du Rhône, soulèvera des questions de gouvernance mondiale comme de politique des collectivités territoriales...

Pour lui, deux voies extrêmes semblent aujourd'hui se dessiner, entre coopération(s) d'un côté et conflit(s) de l'autre. Comment favoriser le scénario de la coopération ? On peut certes compter sur la chance ... mais la volonté politique et la modification des comportements individuels semblent seules capables de changer la donne !

Nicolas Imbert possède un master en sciences de l'Université de Southampton (Royaume Uni) et un diplôme d'ingénieur de l'école Centrale Lyon. Il a aujourd'hui plus de 12 ans d'expérience dans le conseil en stratégie développement durable, tant auprès des secteurs privé que public, acquise notamment auprès des cabinets Ineum Consulting (désormais Kurt Salmon) et Accenture. Il s'est particulièrement engagé pour des enjeux liés à l'énergie et aux ressources, l'écoconception et la consommation responsables, ainsi que les nouvelles formes de partenariats entre entreprises, institutions et société civile. Sujets sur lesquels il fait régulièrement des interventions publiques.

Green Cross est une ONG internationale, fondée par Mikhaïl Gorbatchev en 1993, à la suite du Sommet de la Terre de Rio, en 1992. Présidée par Jean-Michel Cousteau, Green Cross France et Territoires en est la branche française.

Contribuer à la prévention et à **la résolution de conflits résultant de la dégradation de l'environnement** est l'un des axes majeurs de Green Cross qui a récemment été associé aux événements suivants :

- A **Rennes**, les 23 et 24 janvier : « **Le Carrefour des Gestions Locales de l'Eau** »,
- A **Marseille**, le 15 mars, **colloque** : « **Eau et Energie - Vers un modèle énergétique respectueux de l'eau, bien commun et droit humain fondamental** »
- Au **CESE**, le 11 avril : « **La Haute Mer, avenir de l'humanité : quelle gouvernance pour une gestion durable de l'océan** ».

18 juin : Petit-déjeuner débat. **Merci de retenir la date.**

Des précisions sur le thème seront communiquées ultérieurement.